

25 novembre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion du dîner offert en l'honneur de M. le Président de la République du Sénégal et de Mme Abdou Diouf, sur les relations franco- sénégalaises, l'aide au développement et la coopération militaire franco-africaine, Paris, Palais de l'Élysée, lundi 25 novembre 1985.

Monsieur le Président,

- Madame,

- En vous disant la joie que nous éprouvons à vous recevoir ici ce soir, je suis sûr de traduire les sentiments du peuple français tout entier. Votre visite souligne la qualité exceptionnelle des relations entre nos deux pays, marquées comme elles le sont du sceau d'une entente sans faille et j'ai pu l'apprécier à diverses reprises, notamment lors de mon séjour dans votre pays en mai 1982, comme à l'occasion de chacune de nos rencontres.

- Mais s'il existe entre le Sénégal et la France un immense capital d'estime et de confiance, ce patrimoine n'est pas seulement un acquis historique. C'est aussi une réalité vivante et constamment renouvelée. L'action des hommes compte pour beaucoup. Et je dois dire que si une part importante vous revient, nous n'oublions pas le rôle remarquable joué déjà depuis des décennies par des responsables du Sénégal et particulièrement par le Président Senghor.

- Depuis bientôt cinq ans que vous dirigez les destinées de votre pays, après avoir longtemps aussi assumé les fonctions de Premier ministre et quel Premier ministre, c'est en cette circonstance que j'ai pu faire votre connaissance, et vous apprécier. Depuis bientôt cinq ans, la France vous connaît comme l'ami dont les conseils sont toujours sollicités, toujours précieux, qu'ils portent sur les problèmes du continent lui-même - du continent africain - ou sur ceux du monde dans lequel nous vivons.\

Le Sénégal, je voudrais rappeler combien il est cher au coeur des Français. C'est vous qui avez dit, monsieur le Président, la France est pour le Sénégal l'ami des bons et des mauvais jours. Je peux vous dire que cette phrase trouve un écho profond, que votre pays occupe une place très importante, une place à part dans notre mémoire collective et dans notre affection. Cette longue histoire commune, ces moments de gloire mais aussi d'épreuves partagées ont créé entre nous des liens indissolubles. Les sacrifices consentis par les combattants sénégalais lorsque la liberté de la France s'est trouvée menacée sont encore ressentis, profondément, durablement, souvenirs douloureux, souvenirs émouvants, souvenirs présents.

- Je me souviens à cet égard de la visite que j'ai faite à Saint-Louis, réservée surtout aux anciens combattants pour leur apporter le salut de la France et un témoignage nouveau de cette fidélité.\ Et puis s'est ajoutée, depuis un quart de siècle, la conscience qu'ont les Français, que le Sénégal s'est imposé sur la scène internationale, avec une personnalité originale et forte. Sa stabilité, son attachement, aux valeurs de la démocratie, de tolérance, de liberté, du respect des droits de l'homme n'ont cessé de se renforcer. Sa maturité politique s'est affirmée, alors même que trop souvent dans le monde ces mêmes valeurs se dégradent.

- Oui moi je crois que l'intelligence et la persévérance, le sens des responsabilités de votre peuple expliquent aussi l'autorité et le rayonnement dont jouit votre Sénégal. Le peuple, les dirigeants, un pays qui joue un rôle qui dépasse après tout les moyens de sa puissance économique, qui puise donc dans ses valeurs morales et dans ses traditions le prestige dont il dispose. Et pourtant, nous en parlons souvent, la crise mondiale frappe durement votre pays.\

Vous avez entrepris une politique novatrice qui ne vise pas seulement au rétablissement financier à court terme mais qui s'attache tout autant au développement économique. S'agissant du redressement des équilibres, des équilibres financiers notamment, la communauté internationale reconnaît aujourd'hui les succès de vos efforts.

- Vous avez récemment inauguré d'importants complexes hôteliers. Le dispositif des industries chimiques du Sénégal marque que vous avez aussi choisi de travailler pour l'avenir, dont nous parlions tout à l'heure, de l'ouverture de barrages et de beaucoup d'autres initiatives pour permettre à votre pays de disposer le plus tôt possible mais après tout bientôt, de l'autogestion, la capacité d'une auto-alimentation sur vos ressources propres. Bon, alors cette politique porte ses fruits, beaucoup de personnalités invitées ce soir connaissent votre tourisme. Les industriels et les politiques, invités aussi ce soir, connaissent vos phosphates, leurs dérivés, la pêche. Dans les exportations, une place importante est réservée à certains produits comme l'arachide mais elle était hier la source unique ou quasi unique de vos revenus. Mais vous êtes en train de développer toute une source de cultures, une nouvelle politique agricole, le mil, le maïs, le riz, la canne à sucre, qui se développe d'une manière qui vous permet précisément de vous rapprocher ou d'atteindre l'autosuffisance que vous espérez.

- J'évoquais le barrage, le barrage de Diama, c'est une oeuvre considérable qui associe les pays du fleuve, du fleuve Sénégal, et qui progresse au fond plus vite que prévu, ce qui n'est pas une habitude. Quand il sera achevé, très prochainement, vous disposerez d'importants secteurs irrigués, c'est bien là la bonne façon de donner à vos paysans, dotés d'une solide connaissance de leur profession, les moyens dont ils ont besoin.

- Consciente de tous ses efforts, comme des résultats déjà obtenus, la France s'honore d'y être étroitement associée par une coopération qui est je crois, la plus étendue de toutes celles que votre pays entretient avec un Etat étranger, quand je dis je crois, c'est dans le sens du mot croyance, enfin j'en suis sûr.\

Mais aujourd'hui vos responsabilités ne sont plus seulement nationales. Elles sont à la mesure de votre continent. Vous avez été choisi par un voeu unanime lors de son 21ème sommet par l'OUA pour, pendant le temps qui vous sera donné, assumer la responsabilité essentielle, présider. C'était une façon aussi de reconnaître l'ampleur de vos vues sur la crise économique, votre pondération, votre jugement, bien que vous soyez un homme d'audace intellectuelle.

- Vous voici donc aujourd'hui l'avocat de l'Afrique sur le -plan mondial, il y a fort à faire.

- Je disais que lors de son 21ème sommet, l'OUA a adopté un programme d'action, une déclaration qui souligne les responsabilités en matière économique qui incombent aux dirigeants des pays africains et je me reporte à ce que vous avez vous-même dit, parole courageuse, je vous cite : "Nous reconnaissons que la dette extérieure est une obligation que nos Etats membres ont contractée individuellement et qu'il leur faut honorer".

- Et cependant, que pouvez-vous espérer sans l'indispensable solidarité internationale ? L'heure n'est pas venue, elle viendra, où des pays comme les vôtres pourront agir sur leurs seuls et par leurs seuls moyens.

- L'Afrique a été frappée par la dégradation des cours des matières premières, par l'instabilité des taux de change, par le niveau élevé des taux d'intérêts. Elle dû de surcroît faire face à une sécheresse d'une exceptionnelle durée, d'une exceptionnelle gravité. L'aide alimentaire des pays occidentaux a certes permis de répondre à l'urgence, d'éviter, dans de nombreux cas, l'extension de la famine, mais comment pourrait-on se contenter de mesures partielles et transitoires alors qu'il faut aller au-delà et mobiliser pour l'Afrique la communauté internationale.

- C'est pour ces raisons qu'à New York vous avez demandé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies afin d'examiner la situation économique de l'Afrique et pour que se tienne cette Conférence internationale sur la dette africaine

de l'Afrique et pour que se tiennent cette conférence internationale sur la dette africaine.

- C'est un problème pour la France, vous l'imaginez bien. Je rappelais récemment que la France portait quelque 10 % de la dette brésilienne et les relations particulières que la France entretient avec l'ensemble ou le plus grand nombre des pays d'Afrique et quelques autres, marque bien qu'il est là un poids qu'il nous est souvent difficile de porter.

- Mais sur mes instructions, le gouvernement français s'est prononcé, au point de départ il était bien le seul, en faveur de la convocation de cette session extraordinaire et pour que en effet l'on procède à l'examen de la dette africaine non confondue avec l'ensembl

A l'échelle de votre continent, il me semble que nous devons nous attaquer aux raisons-mêmes du sous-développement qui tiennent surtout, parmi d'autres choses, à l'insuffisance des flux de financement. Nous avons pris, nous, des initiatives. Je me réjouis de la mise en place du nouveau Fonds européen de développement, de la création du Fonds spécial pour l'Afrique de la Banque mondiale, de l'affectation au -profit des pays les plus pauvres du Fonds fiduciaire du Fonds monétaire international.

- Mais je le répète, il faut aller au-delà pour parvenir à une augmentation rapide des aides multilatérales et latérales vers l'Afrique et il faut en améliorer les conditions. Je ne rappellerai pas ici, je l'ai fait trop souvent, la triste aventure de ces aides, surtout multilatérales au cours des cinq dernières années, où l'on a vu la France, pratiquement seul pays des grands pays industriels, non seulement maintenir mais accroître son aide tandis que les autres gelaient, en restaient aux chiffres antérieurs, c'est-à-dire qu'en réalité, ils diminuaient leur contribution. Quelques autres pays, plus petits ont courageusement, je pense aux pays scandinaves ou à la Hollande, fait comme nous. Mais vous avez dû vous trouver bien seuls.

- Il conviendrait je pense, que la réunion de printemps du Comité de développement de la Banque mondiale soit préparée au mieux par une concertation entre les organisations concernées et, je vous en fais la suggestion, par une réunion d'experts qui pourrait être placée sous votre haute autorité au nom de l'OUA que vous présidez.

- C'est ma conviction qu'il n'y a pas de fatalité du sous-développement. Si l'Afrique, qui a beaucoup progressé dans la définition des stratégies économiques adaptées, mobilise ses énergies, si le monde industriel à l'Est comme à l'Ouest, mobilise les moyens financiers nécessaires, on verra, j'en suis sûr, l'Afrique prendre à grands pas sa marche en avant. S'il est une autre catégorie de préoccupations que nous partageons avec vous, monsieur le Président, ce sont bien celles qui ont trait à la situation en Afrique australe. Vous avez décidé d'utiliser le mandat qui vous était confié, vous avez décidé de consacrer votre énergie à la lutte contre l'apartheid.

- A l'issue d'un voyage en Afrique australe, qui a pris valeur de symbole et de témoignage, du haut de la tribune des Nations unies, votre voix a exprimé la conscience de votre continent. Comment ne pas ressentir comme une intolérable injustice le sort fait à des millions d'hommes qui sont privés de leurs droits les plus élémentaires.

- En Afrique australe, comme ailleurs, les responsables politiques doivent comprendre qu'aucun conflit ne trouvera de solution sans que soient satisfaites les aspirations légitimes des hommes à la justice, des peuples à l'indépendance, des Etats à la souveraineté et à l'intégrité territoriale.

- Cette remarque vaut pour beaucoup d'autres, comment ne pas penser au Sahara occidental, au Tchad.

A propos du Tchad, je rappellerai que la France assume et continuera d'assumer ses responsabilités, enfin les responsabilités qui lui ont été demandées par les autorités légitimes de ce pays et par ses amis africains. Je le redis avec netteté, je souhaite que chacun comprenne bien qu'il n'y a d'avenir que dans l'unité, l'indépendance, la liberté.

- Vous savez aussi car je vous l'ai dit souvent, vous vous en êtes fait l'ami, le messenger, vous aurez l'occasion de le redire bientôt à l'un de vos visiteurs `le colonel Kadhafi`, toute tentative de relance des opérations militaires se heurterait par nécessité, à une réplique déterminée.

- Mais enfin des négociations multiples sont engagées, sous l'égide de l'OUA, grâce à l'entremise de divers dirigeants africains. Ces négociations offrent la seule voie vers la paix. La France est souvent sollicitée, elle le sera encore, je veillerai personnellement à ce que tout soit mis en oeuvre

pour en favoriser le déroulement. La France ne se connaît pas d'ennemis, ni là, ni spécialement dans cette région du monde. La France a tendu la main à chacun, elle continue de le faire mais cela doit être assorti du respect des droits de chacun.\

Lors de la conférence qui réunira des pays d'Afrique, très nombreux, et la France, en décembre prochain, c'est ce que l'on appelle les sommets franco-africains, dans un raccourci traditionnel qui n'est pas toujours très exact, nous aurons l'occasion d'évoquer les liens particuliers que mon pays entretient avec certains pays africains et qu'il a toujours à coeur d'honorer ses engagements, lorsque dans le -cadre des accords conclus, les gouvernements reconnus par les institutions internationales font appel à lui.

- Je répète qu'en agissant ainsi, la France n'a pas d'autre objectif que de garantir la sécurité et de consolider la paix, elle n'a pas d'intérêt direct sinon de marquer sa loyauté à l'égard des pays avec lesquels elle a passé contrat, particulièrement sur le -plan de leur sécurité et d'être avec eux, à leur côté, quand l'heure vient de le montrer.

- De tout ceci, il résulte, monsieur le Président, que l'amitié qui unit nos deux pays et nos deux peuples est plus forte que jamais et que les épreuves du monde contemporain, loin de distendre ces liens, ne font que les renforcer.\

J'ai dit l'essentiel de ce que je voulais ce soir déclarer en présence de M. le Président de la République du Sénégal et de Mme Abdou Diouf. Ce sont des éléments de réflexion politique, dont la dimension pourrait être mal ressentie si l'on omettait le fond du décor, si l'on allait au coeur de la pièce, si l'on ne savait que l'histoire est là pour témoigner.

- Cela fait quelque trois cents ans, à travers bien des métamorphoses, un peuple libre aujourd'hui, un peuple témoin, exemplaire, parmi tant d'Etats qui n'ont pas encore fait les pas nécessaires vers la démocratie dans laquelle vous vivez. Quelques hommes et particulièrement celui qui préside aux destinées du Sénégal aujourd'hui, qui ont marqué, par leur autorité morale, par leur force intellectuelle, en même temps que par la façon dont ils conduisent leur propre vie, qu'on peut, qu'on doit leur faire confiance. C'est très important pour le Sénégal, c'est très important pour tout pays sur la surface de la terre.

- C'est ainsi que les choses se passent, en tout cas, dans ce pays ami, le Sénégal. Je n'éprouverai donc aucune peine particulière à faire le geste qui reste à accomplir, c'est-à-dire lever mon verre, comme je vais le faire dans un instant, pour la prospérité, pour le bonheur du peuple sénégalais. Un verre levé en l'honneur de nos amis, le Président de la République du Sénégal, Mme Abdou Diouf, les personnalités qui les ont accompagnés jusqu'à Paris pour ce voyage d'Etat et au-delà, monsieur le Président, vous voudrez bien dire au Sénégalais qu'ici à Paris, en ce soir du 25 novembre, c'est à eux que nous avons pensé.\